

Réunion d'information : Procédure de dérogation pour les jeunes âgés de moins de 18 ans

Vendredi 25 Mars 2016

lycée Oehmichen à Châlons en Champagne
lycée Les Lombards à Troyes



Les nouveaux textes

Références législatives et réglementaires suite aux nouveaux décrets

- **Décret n°2013-915 du 11 octobre 2013** relatif aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de 18 ans.
- **Décret n°2015-444 du 17 avril 2015** modifiant les articles D 4153-30 et -31 du Code du Travail (dérogations relatives aux travaux en hauteur).
- **Décret n°2015-443 du 17 avril 2015** relatif à la procédure de dérogation prévue à l'article L 4153-9 du Code du Travail pour les jeunes âgés de moins de 18 ans.
- **Décret n°2015-1583 du 3 décembre 2015** relatif à la procédure de dérogation pour les jeunes de moins de 18 ans dans la fonction publique d'état
- **Circulaire du 21 janvier 2016** (en lien au décret 2015-1583)

Simplifier la procédure de dérogation aux travaux interdits :

- Désormais, pour les responsables d'établissements ou pour les employeurs, **une simple déclaration de dérogation remplace la demande de dérogation** à adresser à l'inspecteur du travail
- L'employeur ou le responsable d'établissement **peut déroger aux interdictions** d'emploi des jeunes à des travaux dangereux **dès l'envoi du dossier** complet à l'inspection

Assouplir l'interdiction d'affecter des jeunes à des travaux temporaires en hauteur

- **L'emploi des échelles, escarbots et marche pieds** est possible sous certaines conditions (R4323-63)
- **L'emploi des protections individuelles contre les chutes de hauteur** sous conditions des articles (R4323-61 et R4323-102 à 104)

Permettre l'accueil de jeunes de moins de 18 ans dans établissements publics de l'état :

- Les autorités administratives d'accueil employant ou recevant un jeune en stage peuvent désormais établir une déclaration de dérogation qui est transmise aux membres du CHSCT compétents et à l'inspecteur santé et sécurité au travail compétent

La protection des jeunes travailleurs : une nécessité

- Âge, inexpérience en milieu professionnel, immaturité physique et psychologique, vigilance moindre.
- En termes de fréquence (nombre d'AT rapporté au nombre de salariés par tranche d'âge), les jeunes de moins de 20 ans sont les plus exposés aux accidents du travail.

Source : rapport INRS ND 2368-229-12 de 2012.



La déclaration

Les jeunes concernés

Jeunes Agés de 15 ans au moins et de moins de 18 ans :

- **Apprentis,**
- **Titulaires d'un contrat de professionnalisation,**
- **Elèves et étudiants préparant un diplôme professionnel ou technologique,**
- **Jeunes accueillis dans les établissements d'enseignement et d'éducation adaptée assurant un accompagnement social ou médico-social,**
- **Jeunes accueillis dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux,**
- **Jeunes accueillis en centre de pré-orientation, centre d'éducation et de rééducation professionnelle,**
- **Jeunes accueillis dans les établissements et services de la protection judiciaire de la jeunesse,**

Les déclarants

Deux déclarations de dérogation sont obligatoires :

- **1. Le chef de l'établissement d'enseignement doit présenter une déclaration de dérogation pour les travaux effectués dans son établissement ;**
- **2. Une déclaration de dérogation doit être faite par le chef d'entreprise ou par l'autorité administrative d'accueil pour les travaux effectués en milieu professionnel.**

Les préalables

- Avoir réalisé l'évaluation des risques et **NOTAMMENT l'évaluation des risques existants pour les jeunes et liés à leur travail**
- ... l'avoir transcrite dans un **Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels** ...
- ... avoir mis en œuvre **les actions de prévention qui découlent de l'évaluation des risques** ;
- **Avoir formé et informé le jeune** et pour les chefs d'établissement avoir évalué le jeune sur cette formation ;
- Assurer l'encadrement du jeune par une **personne compétente** durant ces travaux ;
- S'assurer de la délivrance d'un avis médical d'aptitude.

- Il relève de la responsabilité de l'employeur et du chef d'établissement de s'assurer de la délivrance de cet avis médical
- Délivré par : médecins de l'Education Nationale, ou médecins du travail (ceux de la MSA pour l'enseignement agricole)
- L'avis médical d'aptitude est ensuite délivré chaque année

- Concerne un ou plusieurs lieux de formation, obligatoirement mentionnés ;
- Concerne des travaux et équipements précis (à renseigner en annexe, selon l'activité) ;
- Est valable pour 3 ans ;
- Est adressée à l'Inspection du Travail, ou à l'Inspecteur en Santé et Sécurité au Travail, par tout moyen permettant d'attester date certaine.

Modèle de déclaration du site Direccte ACAL :

- Formulaire Déclaration dérogation trvx réglementes v1-0

Déclaration de Dérogation aux Travaux Réglementés en vue d'accueillir des jeunes mineurs âgés d'au moins 15 ans et moins de 18 ans en formation professionnelle <small>(P) R 4153-4 à l'article R 4153-5 du Code du Travail</small>			
☐ Déclaration initiale		☐ Actualisation*	
☐ Renouvellement tous les 3 ans		Date de la dernière déclaration : _____	
SECTEUR D'ACTIVITÉ – code APE : _____ SIRET : _____			
TYPE DE DECLARANT : ☐ Juridique professionnelle/technologique ☐ CFA ☐ Entreprise ☐ organisme FP ☐ Ets social/didactico-social ☐ Ets ETPJ			
Si structure intermédiaire, préciser : Pour les entreprises, l'atelier concerné : _____ Pour les établissements de formation, le filière concernée : _____			
NOM D'ETABLISSEMENT/ENTREPRISE : _____			
Adresse : _____		Code postal : _____ Ville : _____	
Adresse courriel : _____			
Tél : _____			
DECLARATION DE DEROGATION DE L'EMPLOYEUR OU DU CHEF D'ETABLISSEMENT			
Je soussigné(e), _____, déclare par la présente détenir un pouvoir légitime en vue d'accueillir des jeunes mineurs âgés d'au moins 15 ans et moins de 18 ans en formation professionnelle. Vous trouverez en page 2 :			
<ul style="list-style-type: none"> - Les "établissements" susceptibles de dérogation pour lesquels cette demande est faite, - Les formations professionnelles ou métiers concernés, - Les lieux de travail concernés*, - Les qualités et fonctions des personnes chargées d'encadrer les jeunes pendant ces travaux. 			
Le détail des travaux concernés par la déclaration figure en pages 3 et 4.			
J'atteste remplir les obligations visées à l'article R 4153-4-0 du code du travail : <div style="margin-left: 20px;"> 1. Avant affectation au poste de travail : avoir procédé à l'évaluation des risques dont celle spécifique aux travailleurs mineurs L 4121-3 article 1 2. Mise en œuvre des actions de prévention L 4121-3, 26 al. 3. Avant affectation du jeune au travail : <ul style="list-style-type: none"> • Entreprise : l'avoir formé aux règles et mesures de prévention et formation à la sécurité adaptées à son âge, niveau de formation et expérience professionnelle • Ets formation : l'information actualisée dans le cadre la formation professionnelle adaptée à son âge, son niveau de formation, expérience pro et en avoir organisé l'évaluation • Ets social, médico-social, P.E.J. : l'environnement et la formation didactico pédagogique technologique ou professionnelle identifiés Ets formation </div> 4. Assurer l'encadrement du jeune(s) en fonction par une personne compétente durant l'exécution de ces travaux. 5. Pour chaque jeune, avoir un avis médical d'aptitude renouvelable chaque année.			
Fait à _____ le _____		SIGNATURE, QUALITE DU DECLARANT A CACHER : _____	
* en cas de modification, nécessaire actualiser la déclaration après de l'inspecteur du travail - R 4153-4 ** en cas de modification information à tenir à disposition de l'inspecteur du travail - R 4153-4			
Transmission de cette déclaration initiale ou renouvellement d'inscription du travail au directeur départemental chargé de la réception (Article R 4153-41 et R 4153-42 du Code du Travail)			
Inspection du travail territorialement compétente			
V1.0 - octobre 2015 - 1/4 - DIRECTE ALSCA			

V1.0 - octobre 2015

- 1/4 -

DIRECTE ALSCA

Inspection du travail territorialement compétente

DIRECTE ALSCA

- A tenir à disposition de l'Inspection du Travail à compter de l'affectation des jeunes aux travaux
- Pour chaque jeune :
 - Nom, prénom, date de naissance ;
 - Formation suivie, durée, et lieux de formation ;
 - Avis médical d'aptitude ;
 - Attestation d'information et de formation à la sécurité.

Les travaux concernés

Les articles D. 4153-15 à D. 4153-37 du code du travail fixent la liste des travaux interdits :

- **Classés par catégories d'exposition à des risques professionnels**, plus par référence à des métiers
- **Distinction entre travaux interdits de manière absolue et travaux réglementés** (dérogation possible après information du service d'inspection compétent)

Dérogations permanentes pour les jeunes aux articles D4153-49 à 52

- **Pour les jeunes déjà diplômés ou titulaires d'un titre professionnel** sous réserve d'un avis médical d'aptitude au poste
- **Pour les jeunes titulaires d'une habilitation électrique** (uniquement pour les travaux correspondant à l'habilitation)
- **Pour les jeunes titulaires d'une autorisation de conduite d'équipements mobiles automoteurs et équipements de travail servant au levage** (si délivrée dans les conditions répondant aux règles applicables relatives à la formation, à l'information et à l'aptitude médicale)
- **Port de charges si $\leq 20\%$ du poids du jeune** ; pour des charges supérieures, avis médical d'aptitude obligatoire.

Les travaux interdits et réglementés

- **Interdiction absolue** : le jeune n'a pas le droit d'exécuter les travaux cités : les travaux/équipements sont interdits sans possibilité de dérogation.
- **Soumis à déclaration de dérogation** : le jeune a le droit d'exécuter les travaux si la procédure de déclaration est respectée
- **Dérogation permanente** : le jeune a le droit d'exécuter les travaux cités du fait de ses formations antérieures (diplômes, aptitude médicale charge).
- **Dérogation de droit** : utilisation comme poste de travail d'échelle, escabeau, marchepied (R.4323-63).
- **Hors champ** : les travaux ou le jeune ou les établissements ne sont pas visés par la réglementation.

Les travaux interdits et réglementés

	Expositions	TRAVAUX FRAPPES D'INTERDICTION TOTALE	TRAVAUX INTERDITS SOUMIS A DECLARATION DE DEROGATION ou TRAVAUX REGLEMENTES	TRAVAUX AUTORISES NON SOUMIS A DECLARATION DE DEROGATION
1	Actes ou représentations à caractère violent ou pornographique	D. 4153-16 – travaux les exposant à des actes ou représentations à caractère pornographique ou violent		
2	Travaux exposant à des agents chimiques dangereux		D. 4153-17 - travaux impliquant la préparation, l'emploi, la manipulation ou l'exposition à des agents chimiques dangereux définis aux articles R. 4412-3 et R. 4412-60 (exceptés produit comburant ou dangereux pour l'environnement)	D. 4153-17 – agents chimiques dangereux des catégories de danger définies aux 2° et 15° de l'article R. 4411-6 (comburant ou dangereux pour l'environnement)
	Travaux exposant à des poussières de fibres d'amiantes	D. 4153-18 – opérations susceptibles de générer une exposition à un niveau quelconque d'empoussièrement de fibres d'amiante de niveau 3 tel que défini à l'article R. 4412-98	D. 4153-18 – opérations susceptibles de générer une exposition à un niveau d'empoussièrement de fibres d'amiante de niveau 1 ou 2 tel que défini à l'article R. 4412-98.	
3	Travaux exposant à des agents biologiques	D. 4153-19 – travaux exposant aux agents biologiques de groupe 3 ou 4 au sens de l'article R. 4421-3		D. 4153-19 – travaux les exposant aux agents biologiques de groupe 1 ou 2 au sens de l'article R. 4421-3
4	Travaux exposant aux vibrations mécaniques	D. 4153-20 – travaux exposant à un niveau de vibration supérieur aux valeurs d'exposition journalière définies à l'article R. 4443-2		D. 4153-20 – travaux les exposant à un niveau de vibration inférieur aux valeurs d'exposition journalière définies à l'article R. 4443-2
5	Travaux exposant à des rayonnements ionisants	D. 4153-21 – travaux exposant aux rayonnements ionisants requérant un classement en catégorie A au sens de l'article R. 4451-44	D. 4153-21 – travaux les exposant aux rayonnements ionisants requérant un classement en catégorie B au sens de l'article R. 4451-44	Personne non classée
	Travaux exposants à des rayonnements optiques artificielles	Exposition du jeune dépassant de la VLEP (articles R.4452-5 et R.4452-6)	D.4153-22 – travaux susceptibles de les exposer à des rayonnements optiques artificiels et pour lesquels les résultats de l'évaluation des risques mettent en évidence la moindre possibilité de dépassement des valeurs limites d'exposition définies aux articles R. 4452-5 et R. 4452-6	Pas de dépassement de VLEP possible
6	Travaux en milieu hyperbare	D. 4153-23 – travaux hyperbares au sens de l'article R. 4461-1 classe 0, I, II, III	D. 4153-23 – interventions en milieu hyperbare au sens de l'article R. 4461-1 classe I, II, III	D. 4153-23 – interventions en milieu hyperbare relevant de la classe 0

Les travaux interdits et réglementés

	Expositions	TRAVAUX FRAPPES D'INTERDICTION TOTALE	TRAVAUX INTERDITS SOUMIS A DECLARATION DE DEROGATION ou TRAVAUX REGLEMENTES	TRAVAUX AUTORISES NON SOUMIS A DECLARATION DE DEROGATION
7	Travaux exposant à un risque d'origine électrique	<p>D. 4153-24 – accéder sans surveillance, à tout local ou emplacement d'un établissement ou chantier présentant un risque de contact avec des pièces nues sous tension.</p> <p>D. 4153-24 - Faire exécuter par des jeunes des opérations sous tension.</p>		<p>D. 4153-24 – accès, sans surveillance, à des installations à très basse tension de sécurité (TBTS)</p> <p>R. 4153-50 – opérations sur les installations électriques ou opérations d'ordre électrique ou non au voisinage des installations si jeunes habilités selon R.4544-9</p>
8	Travaux comportant des risques d'effondrement et d'ensevelissement	D. 4153-25 – travaux de démolition, de tranchées, comportant des risques d'effondrement et d'ensevelissement, notamment des travaux de blindage, de fouilles ou de galeries ainsi qu'à des travaux d'étalement comportant des risques d'effondrement et d'ensevelissement, notamment des travaux de blindage, de fouilles ou de galeries ainsi qu'à des travaux d'étalement		
9	Conduite de quadricycle à moteur et des tracteurs agricoles ou forestiers	D. 4153-26 – conduite des quadricycles à moteur et des tracteurs agricoles ou forestiers non munis de dispositif de protection en cas de renversement, ou dont ledit isopositif est en position rabattue, et non munis de système de retenue du conducteur au poste de conduite en cas de renversement.		D. 4153-26 – conduite des tracteurs agricoles ou forestiers munis de dispositif de protection en cas de renversement, ou dont ledit dispositif est en position non rabattue ou en position de protection, et munis de système de retenue du conducteur au poste de conduite en cas de renversement.

Les travaux interdits et réglementés

	Expositions	TRAVAUX FRAPPES D'INTERDICTION TOTALE	TRAVAUX INTERDITS SOUMIS A DECLARATION DE DEROGATION ou TRAVAUX REGLEMENTES	TRAVAUX AUTORISES NON SOUMIS A DECLARATION DE DEROGATION
9	Conduite d'équipements de travail mobiles automoteurs et d'équipements de travail servant au levage		D. 4153-27 – conduite d'équipements de travail mobiles automoteurs et d'équipements de travail servant au levage	R4153-51 – travaux prévus à l'article D.4153-27 avec formation prévue à l'article R. 4323-55 et autorisation de conduite selon l'article R. 4323-56. nota : la conduite, par un jeune préalablement formé, d'un tracteur agricole et forestier répondant cumulativement aux conditions techniques ci-dessus ne nécessite pas d'autorisation de conduite et ouvre droit à une dérogation permanente
10	Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail		D. 4153-28 - travaux impliquant l'utilisation ou l'entretien : « 1° des machines mentionnées à l'article R. 4313-78, quelle que soit la date de mise en service ; « 2° des machines comportant des éléments mobiles concourant à l'exécution du travail qui ne peuvent pas être rendus inaccessibles durant leur fonctionnement	Pas dans la liste de l'article R4313-78 et pas d'élément mobile accessible
	Travaux de aintenance sur des équipements de travail		D. 4153-29 – travaux de maintenance lorsque ceux-ci ne peuvent être effectués à l'arrêt, sans possibilité de remise en marche inopinée des transmissions, mécanismes et équipements de travail en cause.	
11	Travaux temporaires en hauteur	D. 4153-30 – I – travaux temporaires en hauteur lorsque la prévention du risque de chute de hauteur n'est pas assurée par des mesures de protection collective.	D. 4153-30 – III – travaux temporaires en hauteur avec l'usage d'EPI pour stopper la chute selon les conditions de l'article R. 4323-61 et mise en œuvre de formations prévues par les articles R. 4323-104, R. 4323-105 et R. 4323-106	D. 4153-30 – II – en tout milieu, utilisation d'échelles, escabeaux, marchepieds dans les conditions prévues par 2 nd alinéa R. 4323-63.
	... pour le montage et démontage d'échaffaudage		D. 4153-31 – en tout milieu, montage et démontage d'échaffaudages	
	... sur les arbres et autres essences ...	D. 4153-32 – travaux en hauteur portant sur les arbres et autres essences ligneuses et semi-ligneuses		

Les travaux interdits et réglementés

	Expositions	TRAVAUX FRAPPES D'INTERDICTION TOTALE	TRAVAUX INTERDITS SOUMIS A DECLARATION DE DEROGATION ou TRAVAUX REGLEMENTES	TRAVAUX AUTORISES NON SOUMIS A DECLARATION DE DEROGATION
12	Travaux avec des appareils sous pression		D. 4153-33 – travaux impliquant les opérations de manipulation, de surveillance, de contrôle et d'intervention sur des appareils à pression soumis à suivi en service en application de l'article L. 557-28 du code de l'environnement.	
13	Travaux en milieu confiné		D. 4153-34 – affectation des jeunes : 1° à la visite, l'entretien et le nettoyage de l'intérieur des cuves, citernes, bassins, réservoirs ; 2° à des travaux impliquant les opérations dans un milieu confiné notamment dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, égouts, fosses et galeries.	
14	Travaux au contact du verre ou du métal en fusion		D. 4153-35 – travaux de coulée de verre ou de métaux en fusion et de les admettre de manière habituelle dans les locaux affectés à ces travaux.	
15	Travaux exposant à des températures extrêmes	D. 4153-36 – travaux exposant à une température extrême susceptible de nuire à la santé.		
16	Travaux en contact d'animaux	D. 4153- 37 – affectation des jeunes à : 1° des travaux d'abattage, d'euthanasie et d'équarrissage des animaux ; 2° des travaux en contact d'animaux féroces ou venimeux.		
	Manutention manuelle de charge			R. 4153-52 – manutentions manuelles au sens de R. 4541-2 excédant 20% du poids du jeune sur avis médical spécifique

Informations complémentaires :

- <http://alsace-champagne-ardenne-lorraine.direccte.gouv.fr/>

❖ Publication du 5 octobre 2015 :
Travaux réglementés

❖ Publication du 6 juillet 2015 :
Travaux réglementés

- <http://paca.direccte.gouv.fr/Derogations-pour-les-travaux-interdits-aux-jeunes-mineurs/>

❖ Publication du 7 juillet 2015 :
Dérogations pour les travaux interdits aux jeunes mineurs

The screenshot shows two versions of the Direccte website. The top version is for Provence-Alpes-Côte d'Azur, and the bottom version is for Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Both pages feature a menu with links to 'Travaux réglementés', 'Dérogations pour jeunes travailleurs mineurs', and 'Travaux interdits'. The bottom page also includes a map of the region and a list of documents for download, such as 'Formulaire déclaration - Filiale bois', 'Formulaire déclaration - Commerce', 'Formulaire déclaration - Générique', 'Formulaire déclaration - Forêt', and 'Formulaire déclaration - Industries agroalimentaires'.

Informations complémentaires :

- <http://paca.directe.gouv.fr/Derogations-pour-les-travaux-interdits-aux-jeunes-mineurs/>

[Notice explicative - procédure de déclaration](#) (PDF / 650.3 ko)

[Formulaire déclaration - Automobile](#) (Word / 41.1 ko)

[Formulaire déclaration - Agroéquipement](#) (Word / 240 ko)

[Formulaire déclaration - Filière bois](#) (Word / 171 ko)

[Formulaire déclaration - Commerce](#) (Word / 110 ko)

[Formulaire déclaration - Générique](#) (Word / 137 ko)

[Formulaire déclaration - Forêt](#) (Word / 156.5 ko)

[Formulaire déclaration - Industries agroalimentaires](#) (Word / 135 ko)

[Formulaire déclaration - Gestion des milieux naturels](#) (Word / 204 ko)

[Formulaire déclaration - Maréchalerie](#) (Word / 102.5 ko)

[Formulaire déclaration - Informations complémentaires](#) (Word / 15.4 ko)

[Formulaire déclaration - Production agricole](#) (Word / 171 ko)

[Formulaire déclaration - Production hippique](#) (Word / 185.5 ko)

[Formulaire déclaration - Production végétale et horticole](#) (Word / 180.5 ko)

[Formulaire déclaration - TP Physique - Chimie - Biologie](#) (Word / 98 ko)

[Formulaire déclaration - Services aux personnes](#) (Word / 135 ko)

[Formulaire déclaration - Vigne et vin](#) (Word / 167.5 ko)

[Formulaire déclaration - Travaux paysagers](#) (Word / 171.5 ko)



Merci pour votre attention